

2018-04-27

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Liens: [Publication](#) [NBB.Stat](#) [Information générale](#)

La croissance économique se chiffre à 0,4 % au premier trimestre de 2018

- **Sur l'ensemble de l'année 2017, le PIB a progressé de 1,7 %**

L'Institut des comptes nationaux (ICN) diffuse dans la présente publication le résultat de l'estimation « flash » de la croissance économique au premier trimestre de 2018. Dans le même temps, il publie une version actualisée des comptes trimestriels de 2017, qui intègre notamment les données récemment publiées relatives aux comptes des administrations publiques et à la balance des paiements.

Afin de se conformer aux meilleures pratiques européennes, il a été décidé de revoir les comptes des [administrations publiques](#) des trois dernières années pour lesquelles des chiffres annuels ont déjà été publiés. Ces modifications sont intégrées dans la présente publication des comptes trimestriels.

1. Estimation « flash » de la croissance économique au premier trimestre de 2018

Selon l'estimation « flash » du produit intérieur brut (PIB) en volume et corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, l'activité économique au premier trimestre de 2018 a progressé de 0,4 % par rapport au trimestre précédent. Comparé au premier trimestre de 2017, le PIB a crû de 1,6 %.

2. Comptes du quatrième trimestre de 2017

Au quatrième trimestre de 2017, le PIB en volume, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier a enflé de 0,5 % par rapport au trimestre précédent. Sur une base annuelle, cela représente une croissance de 1,9 %, contre 1,6 % au troisième trimestre.

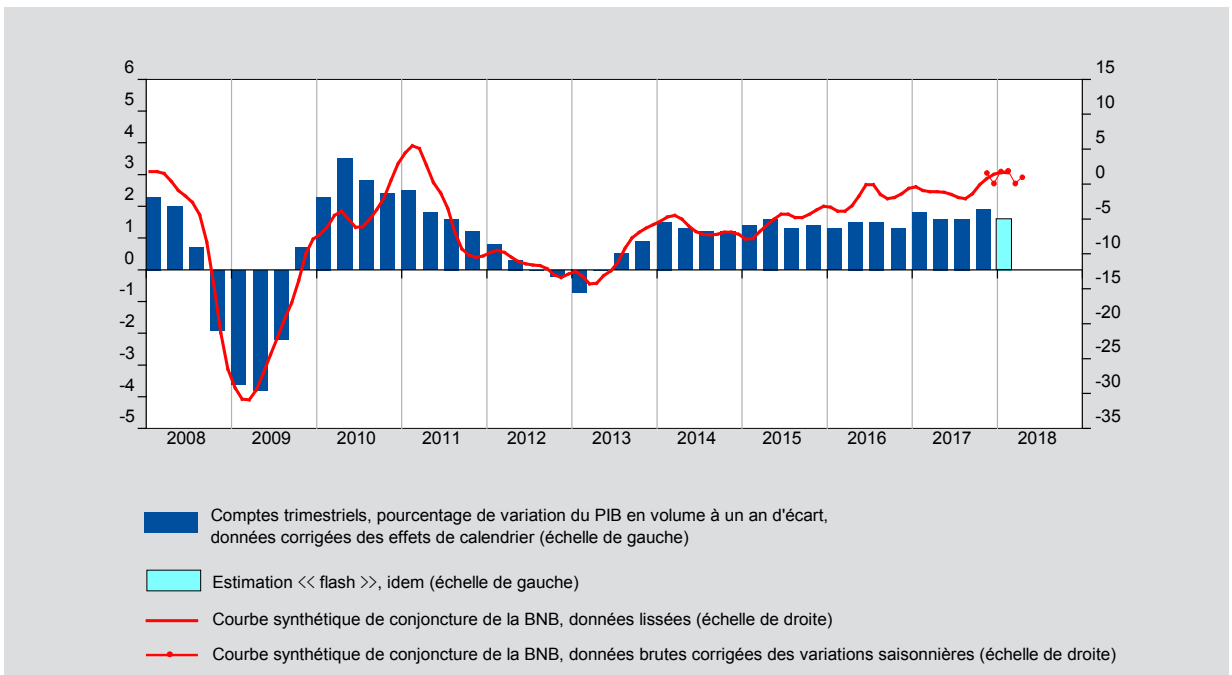
Par rapport au trimestre précédent, la valeur ajoutée s'est accrue de 0,2 % dans l'industrie, de 0,1 % dans la construction et de 0,6 % dans les services.

La demande intérieure en a tiré profit. Les administrations publiques ont augmenté leurs dépenses de consommation et leurs investissements de 0,3 et 0,8 % respectivement. Les investissements des entreprises ont aussi progressé (+1,2 %). A contrario, les dépenses de consommation des ménages se sont stabilisées au regard du trimestre précédent, tandis que leurs investissements en logements ont reculé de 0,6 %.

Tant les exportations que les importations de biens et de services ont augmenté. Les exportations (+2,8 %) ont cependant affiché une hausse légèrement plus marquée que les importations (+2,7 %), si bien que la contribution des exportations nettes de biens et de services à la croissance du PIB a été positive (+0,2 point de pourcentage).

L'emploi intérieur s'est accru de 0,2 % par rapport au trimestre précédent, à la faveur surtout de l'évolution de l'emploi salarié dans le secteur de la santé et de l'action sociale ainsi que de l'emploi indépendant. Le volume de travail des salariés a affiché une progression de 0,5 % vis-à-vis du trimestre précédent.

PIB et évolution conjoncturelle



Source: ICN.

AGRÉGATS TRIMESTRIELS

PIB, ÉVOLUTIONS TRIMESTRIELLES EN VOLUME

(données corrigées des effets saisonniers et de calendrier)

	Pourcentages de variation par rapport au	
	trimestre correspondant de l'année	trimestre précédent
	précédente	
2015 I	1,4	0,4
II	1,6	0,5
III	1,3	0,1
IV	1,4	0,5
2016 I	1,3	0,3
II	1,5	0,7
III	1,5	0,1
IV	1,3	0,3
2017 I	1,8	0,7
II	1,6	0,5
III	1,6	0,2
IV	1,9	0,5
2018 I	1,6	0,4

PRINCIPALES COMPOSANTES

(pourcentages de variation en volume par rapport à la période précédente, données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

	2016				2017			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
<u>1. Valeur ajoutée</u>								
Industrie	0,0	0,3	-0,3	-0,1	0,1	-0,1	-0,1	0,2
Construction	1,0	0,1	-0,8	-1,0	2,7	0,1	-0,8	0,1
Services	0,1	0,8	0,3	0,4	0,7	0,7	0,3	0,6
<u>2. Dépenses</u>								
Dépenses de consommation privée (1)	0,6	0,7	0,3	0,0	0,6	0,4	0,3	0,0
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	0,1	-0,4	0,3	0,7	-0,1	0,6	0,6	0,3
Formation brute de capital fixe totale	1,7	0,8	7,7	-5,8	0,4	1,0	0,0	0,8
Entreprises	2,4	0,6	11,6	-8,2	0,3	1,5	-0,2	1,2
Logements	-0,2	2,0	-0,1	-0,4	0,8	-0,7	0,2	-0,6
Administrations publiques	1,5	-1,0	-1,1	-0,3	1,4	1,5	0,6	0,8
Demande intérieure (hors stocks)	0,7	0,4	2,1	-1,3	0,4	0,6	0,3	0,3
Variations des stocks (2)	-0,2	0,5	-0,1	0,3	0,0	-0,2	0,0	0,1
Exportations de biens et de services	-0,8	5,8	0,9	2,9	0,6	-0,3	-0,4	2,8
Importations de biens et de services	-0,6	6,1	3,1	1,4	0,2	-0,4	-0,3	2,7
Exportations nettes de biens et de services (2)	-0,2	-0,2	-1,8	1,3	0,4	0,1	-0,1	0,2
<u>3. Marché du travail</u>								
Nombre total de travailleurs	0,2	0,4	0,5	0,3	0,4	0,4	0,2	0,2
Volume de travail des salariés	0,4	0,3	0,2	0,6	0,3	0,5	0,3	0,5

(1) Y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages.

(2) Contribution à la variation du PIB.

3. Comptes de l'ensemble de l'année 2017

Sur l'ensemble de l'année 2017, le PIB en volume, corrigé des effets de calendrier, s'est accru de 1,7 %, après avoir grimpé de 1,4 % en 2016.

La valeur ajoutée dans les services a enregistré une croissance de 2,2 %, contre 1,4 % en 2016. Dans l'industrie, le rythme de la croissance s'est ralenti les dernières années et s'est contracté en 2017 (-0,2 %), tandis que dans la construction, le rythme de la croissance s'est accéléré, passant de 0,3 % en 2016 à 1,2 % en 2017.

La demande intérieure hors stocks a augmenté de 1,2 % en 2017, portée d'une part par les dépenses de consommation (+1,3 %) et les investissements (+0,3 %) des ménages et d'autre part par les investissements des entreprises, qui se sont accrus de 0,7 %. Les investissements des administrations publiques se sont également inscrits en hausse (+2,0 %), tout comme leur consommation (+1,3 %). La croissance de la formation brute de capital fixe totale s'est établie à 0,7 %.

La demande extérieure a également progressé en 2017. Les exportations de biens et de services ont crû de 4,9 %, tandis que les importations de biens et de services ont aussi augmenté, de 4,4 %, en 2017. La contribution des exportations nettes à la croissance du PIB s'est dès lors chiffrée à 0,5 point de pourcentage en 2017, contre -0,6 point de pourcentage en 2016.

Au cours de l'année 2017, l'emploi intérieur s'est raffermi de 1,4 % (+65 300 personnes), après avoir affiché une progression de 1,3 % (+57 700 personnes) en 2016. Le nombre d'heures travaillées par les travailleurs salariés a augmenté de 1,6 % en 2017, contre 1,2 % en 2016.

AGRÉGATS ANNUELS

PIB, ÉVOLUTIONS ANNUELLES EN VOLUME

(pourcentages de variation, données corrigées des effets de calendrier)

2014	1,3
2015	1,4
2016	1,4
2017	1,7

PRINCIPALES COMPOSANTES

(pourcentages de variation en volume par rapport à la période précédente, données corrigées des effets de calendrier)

	2014	2015	2016	2017	p.m. 2017 bruts (3)
1. Valeur ajoutée					
Industrie	4,1	3,3	0,8	-0,2	-0,2
Construction	0,8	2,1	0,3	1,2	1,2
Services	0,8	1,0	1,4	2,2	2,2
2. Dépenses					
Dépenses de consommation privée (1)	0,6	0,9	1,7	1,3	1,3
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	0,6	0,4	0,2	1,3	1,3
Formation brute de capital fixe totale	5,7	2,7	3,8	0,7	0,7
Entreprises	6,4	3,5	4,9	0,7	0,7
Logements	5,7	1,0	2,6	0,3	0,3
Administrations publiques	1,4	1,1	-1,5	2,0	2,0
Demande intérieure (hors stocks)	1,7	1,2	1,8	1,2	1,2
Variations des stocks (2)	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1
Exportations de biens et de services	5,2	3,3	7,5	4,9	4,9
Importations de biens et de services	6,2	3,3	8,4	4,4	4,4
Exportations nettes de biens et de services (2)	-0,8	0,0	-0,6	0,5	0,5
3. Marché du travail					
Nombre total de travailleurs	0,4	0,9	1,3	1,4	1,4
Volume de travail des salariés	0,2	0,6	1,2	1,6	1,6

(1) Y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages.

(2) Contribution à la variation du PIB.

(3) Bruts: données non corrigées des effets de calendrier.

4. Comptes non financiers des secteurs institutionnels au quatrième trimestre de 2017

Les comptes des secteurs sont établis à prix courants.

Au quatrième trimestre de 2017, le revenu disponible des ménages s'est accru de 1,0 % en comparaison du trimestre précédent. Les dépenses de consommation finale se sont élevées de 0,4 %. Par conséquent, le taux d'épargne brut a augmenté par rapport à la période précédente, pour s'établir à 11,7 % du revenu disponible.

Sur l'ensemble de l'année 2017, le taux d'épargne s'est établi à 11,3 %, soit 0,1 point de pourcentage de plus qu'en 2016.

Alors que la valeur ajoutée brute des sociétés non financières a progressé de 0,8 % au cours du trimestre sous revue, leurs investissements ont augmenté de 1,5 %. Dès lors, le taux d'investissement des sociétés non financières s'est aussi inscrit en hausse par rapport au trimestre précédent, passant de 25,9 à 26,1 % de la valeur ajoutée.

Sur l'ensemble de l'année 2017, le taux d'investissement des sociétés non financières s'est élevé en moyenne à 26,0 % de la valeur ajoutée, contre 26,4 % en 2016.

Au terme du quatrième trimestre de 2017, le solde de financement des administrations publiques se chiffrait à -1,2 % du PIB, contre -0,8 % au trimestre précédent.

Par rapport au troisième trimestre de 2017, les recettes se sont inscrites en baisse et les dépenses en hausse. L'accroissement des dépenses est à attribuer principalement aux allocations sociales et aux autres transferts courants. Cette augmentation des dépenses a été plus prononcée que la diminution des recettes, qui a résulté de l'évolution des impôts sur les revenus et des impôts en capital.

Sur l'ensemble de l'année 2017, le solde de financement des administrations publiques s'est sensiblement amélioré, passant d'un déficit de 2,5 % du PIB en 2016 à un déficit de 1,0 % du PIB en 2017.

INDICATEURS-CLÉS DES COMPTES DES SECTEURS*(données en valeur corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)*

Ménages ¹			Sociétés non financières		
	Taux d'épargne (%)	Taux d'investissement (%)	Taux de marge (%)	Taux d'investissement (%)	
2015	11,9	10,0	42,0	25,6	
2016	11,2	10,0	43,0	26,4	
2017	11,3	9,9	43,1	26,0	
2015	I	12,3	10,1	41,4	28,7
	II	11,8	9,9	41,9	24,1
	III	11,5	9,9	42,4	24,7
	IV	12,0	10,0	42,3	24,8
2016	I	11,6	10,0	42,3	25,4
	II	10,5	10,1	43,3	25,4
	III	11,1	10,0	43,2	28,8
	IV	11,5	10,0	43,2	26,1
2017	I	10,7	10,1	43,7	25,9
	II	11,6	9,9	43,0	26,1
	III	11,2	9,9	42,9	25,9
	IV	11,7	9,8	43,0	26,1

¹ Y compris les institutions sans but lucratif (ISBL) au service des ménages.